

**Annexe I<sup>er</sup>**  
**ACCUSE DE RECEPTION**

(Date) (x) .....

OBJET : Demande d'information relative à l'environnement.

Accusé de réception.

Conformément à l'article D.14, § 2, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, j'accuse réception de votre lettre datée du (x) ..... reçue le (x) ..... et concernant une demande d'information relative à (x) .....

(xx) 1) Le(s) document(s) demandé(s) pourra(ont) être consulté(s) gratuitement à partir du (x) ..... (date) .....

à l'adresse ci-après (x) .....

les (jours et heures) (x) .....

(xx) 2) Le(s) document(s) demandé(s) vous sera(ont) transmis contre remboursement avant le (x) ..... à ..... euro/page.

(xx) 3) Une réponse à votre demande vous sera fournie avant le (x) ..... (date)

(x) (signature) .....

Personne de contact (x) :

Téléphone (x) :

Adresse électronique (x) :

\_\_\_\_\_

( x ) : à compléter

(xx) : biffer la mention inutile

—————

**MODALITES DE RECOURS**  
Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement (extraits)

Art. D.15. § 1<sup>er</sup>. L'autorité publique met à disposition du demandeur les informations environnementales demandées :

*a.* dès que possible et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception de la demande, ou;

*b.* dans les deux mois qui suivent la réception de la demande, lorsque le volume et la complexité des informations sont tels que le délai d'un mois visé au point *a.* ne peut être respecté.

En pareil cas, l'autorité publique informe dès que possible et, en tout état de cause, avant la fin du délai d'un mois visé au point *a.*, de toute prolongation du délai et des motifs de cette prolongation.

§ 2. Si une demande d'information est formulée d'une manière trop générale, l'autorité publique invite le demandeur dès que possible et, au plus tard, avant l'expiration du délai prévu au § 1<sup>er</sup>, point *a.*, à la préciser davantage et l'aide à cet effet de manière adéquate.

§ 3. Lorsqu'une demande d'information environnementale porte sur l'article D.11, 5<sup>o</sup>, *b.*, l'autorité publique y répond en indiquant, le cas échéant, l'endroit où les indications concernant les procédés de mesure, en ce compris les procédés d'analyse, de prélèvement et de préparation des échantillons, utilisés pour la collecte de ces informations, peuvent être trouvées ou en faisant référence à une procédure standardisée.

Art. D.20-6 Tout demandeur qui considère que sa demande d'information a été ignorée, abusivement ou indûment rejetée, en tout ou en partie, ou bien qu'elle a été insuffisamment prise en compte ou n'a pas été traitée conformément au présent chapitre, peut introduire un recours auprès de la Commission de recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement contre les actes ou omissions de l'autorité publique concernée.

Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la Commission de recours par lettre recommandée à la poste ou par tout autre moyen conférant date certaine et définie par le Gouvernement. Le recours doit être formé dans les quinze jours de la réception de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article D.15.

Art. D.20-7. La requête énonce :

1<sup>o</sup> l'identité et le domicile du requérant;

2<sup>o</sup> l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3<sup>o</sup> l'objet de la demande d'information ou de la demande de la suppression des erreurs ou de la correction des informations;

4° les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.

Adresse du Secrétariat de la Commission de recours  
Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement  
Avenue Prince de Liège 15  
5100 Namur

Cette annexe a été remplacée par l'AGW du 13 juillet 2006, art. 2.